

## SOLUTIONS SOLIDAIRES

# L'immigration, terreau des peurs

**Catherine Wihtol de Wenden** directrice de recherche émérite au CNRS, enseignante à l'Institut de Sciences politiques

Le thème des migrations est, depuis trente ans, porteur de nombreux termes pour définir son impact sur les sociétés d'accueil : «défi, chance, risques, menace»... Entraînant avec lui nombre de peurs liées à l'invasion démographique, avec souvent l'usage d'un vocabulaire marin («vague, flux, déferlante»). Une insécurité liée à l'image des banlieues dites «ensauvagées» par des jeunes manifestant des formes diverses de «séparatisme», mais aussi au terrorisme qui a sévi en France. Au final, un défi culturel du fait de la visibilité de l'islam, générant la crainte du «grand remplacement». Le thème lui-même crée une fracture au sein de la droite («des droites», comme l'analysait déjà l'historien René Rémond) car il distingue la droite classique de l'extrême droite. Tandis que Marine Le Pen cherche à séduire les «pauvres blancs», les oubliés de la société désindustrialisée, Eric Zemmour s'attache à déterrer des vieux thèmes de l'extrême droite diffusés dans des cercles restreints depuis la Seconde Guerre mondiale : influence maurassienne, à laquelle s'ajoute les théories du déclinisme (Oswald Spengler, Albert Demangeon dans l'entre-deux-guerres) et de la mort de l'Occident, de la culture européenne et chrétienne, les idées de Vichy (antisémitisme), de l'OAS (racisme anti-musulman et anti-maghrébins), du nativisme à l'américaine (ceux qui sont «de souche» par rapport à ceux qui ne le seraient pas), et enfin des handicapés qu'il faudrait soi-disant traiter à part. Bref, tout ce qu'il était dangereux d'affirmer depuis les lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, le «grand remplacement» n'est ni démographique (les immigrés représentent 10% de la population française depuis le dernier recensement publié en 2022) ni culturel (la concentration des immigrés et de leurs

enfants est surtout un phénomène des mégapoles urbaines) et les seuls pays où il s'est produit sont les Etats-Unis, le Canada, l'Amérique du Sud et l'Australie il y a déjà longtemps... du fait de l'extermination des populations autochtones. Nous ne sommes donc pas face à un risque de Grenade à l'envers (en référence à la prise du royaume arabe de Grenade par la reine Isabelle de Castille, au milieu du XV<sup>e</sup> siècle). Rappelons que cette fracture du «grand remplacement» est largement construite, car l'immigration n'est que la quatrième préoccupation des Français, d'après les derniers sondages, derrière le pouvoir d'achat, la santé et l'environnement. Autre fracture : la religion, dans sa pratique modérée ou extrémiste. Chez les catholiques, comme chez les juifs et les musulmans, l'intégrisme religieux fait figure de corpus idéologique «attrape tout». Notons par exemple les antivax, largement récupérés par l'extrême droite au nom de la liberté, alors que celle-ci continue à militer contre l'avortement et les droits des LGBT\*. Une autre fracture existe chez les catholiques entre ceux qui approuvent les positions du pape François sur l'accueil des migrants (*fratelli*

*tutti*) et ses nombreux messages envoyés de Lampedusa ou de Chypre pour exhorter les chrétiens à l'hospitalité et ceux qui, soucieux de ne rien changer à l'ordre établi, abondent dans le repli et dans une politique plus sécuritaire sur le contrôle des frontières, comme si les morts en Méditerranée, les jungles successives de Calais ou le sort de mineurs isolés dormant dans la rue, arrivés de zones de conflits difficiles à imaginer, ne les émouvaient en rien. Enfin, l'Europe et la mondialisation face au nationalisme divisent aussi la société française entre ceux qui croient que «c'était mieux avant» et que «le monde comme il va» (comme disait Voltaire) ne peut apporter que des horizons incertains. Selon eux, avec la mondialisation s'annonce le multiculturalisme, voire le communautarisme, les métissages, les pertes de souveraineté. Les symboles de l'Etat nation s'effondrent à leurs yeux dans un monde où les repères d'autrefois s'estomperaient et les «valeurs» (lesquelles ? Liberté, égalité, fraternité : on peut en douter) iraient ainsi à leur perte. Ces trois peurs illustrent quelques-unes des fractures qui agitent la société française à partir du prisme migratoire. ◀



XAVIER LISSILLOUR

## Des classes aux individus, quelle solidarité ?

**François Dubet** Sociologue, professeur émérite de l'Université de Bordeaux

Certaines inégalités s'accroissent, d'autres stagnent, certaines se réduisent. Tout dépend de quelles inégalités et de qui on parle. Tant que nous vivions dans des sociétés industrielles se percevant comme nationalement homogènes, les inégalités étaient perçues et vécues comme des inégalités de classes. Les classes sociales agrégeaient de multiples inégalités autour du travail, elles engendraient une conscience collective, des cultures de classes ; et, plus encore, dé-

bouchaient sur un mode de représentation politique opposant les gauches et les droites. Dans le régime des classes sociales, la solidarité était, pour l'essentiel, construite sur le travail, et la justice sociale visait à «rendre» aux travailleurs une part de la richesse qu'ils avaient produite en réduisant les inégalités entre les positions sociales. C'est ce qu'on appelait le progrès social. Désormais, les clivages ont explosé et nous vivons dans un régime d'inégalités multiples. Les protestations et les mouvements sociaux se sont multipliés au fur et à mesure que se sont singularisées les expériences des injustices. Parce que les inégalités sont de plus en plus individuelles, elles sont vécues comme des ma-

nifestations du mépris, du fait d'être invisible ou trop visible, de n'être jamais reconnu et entendu. Ce basculement est d'autant plus net que le modèle de l'égalité des chances s'est imposé comme notre idéal commun. Dans ce cadre, la justice sociale consiste moins à réduire les inégalités entre les positions sociales qu'elle ne vise à permettre à chacun d'atteindre toutes les positions sociales, aussi inégales soient-elles, en fonction de son mérite. Quelle que soit la manière dont on s'en saisisse, l'égalité des chances appelle une société équitable bien plus qu'une société solidaire. La transformation du régime des inégalités est si profonde qu'elle a déstabilisé leur représentation sociale et politique. Les vieilles

gauches et les vieilles droites ne s'en remettent pas. Les conflits culturels recouvrent les conflits sociaux. Le niveau de diplôme détermine le vote plus sûrement que la seule activité professionnelle. Les électeurs populaires basculent vers l'abstention et l'extrême droite pendant que les électeurs libéraux, socio-démocrates et verts mobilisent les classes moyennes qualifiées. Là où se coagulaient des électorats de classes, se déploie ce que, faute de mieux, on qualifie de «populismes». Les appels les plus fermes à la solidarité sont de nature exclusive : il faut être solidaire contre ceux qui ne méritent plus de bénéficier de la solidarité ; contre les autres, les «assistés», les éli-